

**Nations unies - Protection du
patrimoine culturel dans les zones
de conflit - Remarques à la presse
de Mme Audrey Azoulay, ministre
de la culture et de la communication
avant la réunion du CSNU
(New York, 24 mars 2017)**

(en français et en anglais)

Ce matin, c'est une réunion très importante pour nous du conseil de sécurité, puisque, sur proposition conjointe de l'Italie et de la France, pour la première fois le conseil de sécurité va traiter dans son ensemble la question du patrimoine culturel mis en danger pendant les conflits armés. Il s'était déjà prononcé mais de façon plus limitée sur cette question et là, pour la première fois, il va la traiter dans sa globalité.

C'est un sujet qui nous tient particulièrement à coeur en France. C'est pour cela que j'ai tenu à être ici ce matin. C'est un sujet qui est porté directement par le Président de la République. Parce qu'on sait bien que lorsqu'on s'attaque au patrimoine culturel, au-delà de l'attaque qui est faite vis-à-vis des populations civiles, on vise leur mémoire, on vise leur histoire, on vise la diversité culturelle. Et, en plus des attaques physiques de masse qui visent les populations, c'est aussi une attaque qui est à la fois sur leur passé, sur leur présent et aussi sur la possibilité d'un avenir. C'est un sujet sur lequel nous nous mobilisons très fortement et j'espère que cette résolution du conseil de sécurité pourra être adoptée ce matin à l'unanimité parce que c'est un sujet qui le mérite.

Q - L'ONU a déjà des difficultés sur le terrain en ce qui concerne par exemple le Mali et la lutte anti-terroriste, la protection des civils, comment pourrait-elle gérer en plus la protection du patrimoine ?

R - Je crois qu'il ne faut surtout pas opposer les deux questions. En réalité les deux questions sont liées et il faut se battre sur ces deux fronts-là. Il s'agit de la même chose. Et l'ONU peut aussi s'appuyer sur tout un réseau qui existe déjà. Et la première façon de traiter ce sujet est de s'appuyer sur l'Unesco qui est là pour ça, qui est pour reprendre les termes de Léon Blum «la conscience des Nations unies» et l'Unesco agit déjà. L'Unesco peut également agir avec un certain nombre d'autres initiatives qu'il faut mieux coordonner. C'est aussi l'objet de cette résolution. Je pense aux différents fonds qui existent et notamment au fonds que nous venons de créer dans la droite ligne de la conférence d'Abou Dhabi qui s'est tenue en décembre dernier et dans laquelle il a été décidé de créer un fonds international de protection ainsi qu'un réseau de refuges pour les biens culturels en périls.

Pour reprendre la question du financement et d'un outil financier, cet outil financier est

désormais créé et il a été doté financièrement pas plus tard que lundi dernier au Louvre dans une première conférence des donateurs qui a permis de réunir déjà 75 millions de dollars. La France y a pris toute sa part puisqu'elle s'est engagée à verser 30 millions de dollars à ce fonds.

Il faut donc utiliser les différents outils qui existent, les coordonner, agir et bien entendu en même temps agir pour la sécurité. C'est bien parce que c'est aussi un enjeu de sécurité qu'il est légitime que le conseil de sécurité s'empare pleinement de cette question.

Q - You were speaking about the fund, can you tell us what will the fund be used for ? An to follow up on the previous question, there already are peacekeepers on the ground defending populations and now you are adding another item to the mandate. How do they «gérer» all of that ?

R - As I said the international fund has now gathered more than 75 million USD and we are going to launch an appeal for projects and initiative on the second semester of this year. Because there are many projects on the ground of archaeologists, of people and teams trying to protect cultural heritage, sometimes at the peril of their lives, and we have to help these initiatives. So the fund will be operational at the end of this year.

On peacekeepers mandate, both mandates are not contradictory. It is quite the opposite. You have to protect both the civilian populations and their cultural heritage, because attacking cultural heritage is also an attack on cultural diversity, on the past of these millenniums civilizations. In order for these people to have a future once the conflicts are over, they have to gather themselves, to reunite around this cultural heritage. So both aims are totally linked : to protect civilian populations and to protect cultural heritage and diversity.

Q - A word on places where there is a total lack of security, like Syria ?

R - During conflicts, this resolution, if adopted, provides tools and guidelines for all parties in armed conflicts in order to protect cultural heritage. Of course sometimes it will be very difficult on the ground but it is rules that the parties will have to follow. Also before the conflicts, there is a responsibility for States to protect cultural heritage, sometimes to protect them in safe heavens. And after the conflicts there will be international help with funding in order to protect cultural heritage./.